

Maitre d'Ouvrage



122 rue du Château d'Orgemont
CS 10406
49104 ANGERS CEDEX 02
SIRET : 839 657 749 00017

* * * *

FOURNITURE, LIVRAISON, MONTAGE ET INSTALLATION DE MOBILIER DE BUREAU

* * * *

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

* * * *

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES

(Marché A Procédure Adaptée conformément aux dispositions de l'Article L.2123-1 du Code
de la Commande Publique)

* * * *

Angers, mai 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSUTATION	3
2.1 Procédure de passation.....	3
2.2 Allotissement	3
2.3 Variante.....	3
2.4 Décomposition en tranches	3
2.5 Prestations supplémentaires éventuelles	3
ARTICLE 3- DUREE ET PROLONGATION DU MARCHE	4
3.1 <i>Durée du marché</i>	4
3.2 <i>Délai de livraison</i>	4
3.3 <i>Prolongation de délai</i>	4
ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
4.1 Pièces particulières.....	4
4.2 Pièces générales	4
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHE.....	4
5.1 Contenu des prix.....	4
5.2 Forme des prix	5
5.3 Modalités de variation des prix	5
ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	5
6.1 Modalités de paiement	5
6.2 Paiements des co-traitants	5
6.3 Paiement des sous-traitants	5
6.4 Transmission des demandes de paiement.....	6
ARTICLE 7 – CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT.....	6
7.1 Retenue de garantie	6
7.2 Avance	6
7.3 Cession de créance – nantissement	6
ARTICLE 8 - MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE	6
8.1 Information du titulaire.....	6
8.2 Obligation du titulaire d’informer ALDEV de tout changement de situation.....	7
8.3 Protection de la main d’œuvre et conditions de travail.....	7
8.4 Conditions d’exécution des prestations	7
8.5 Dispositions en matière de RSE	7
8.6 <i>Stockage, emballage, transport et gestion des déchets</i>	7
8.7 <i>Conditions de livraison</i>	8
8.8 <i>Sous-traitance</i>	8
ARTICLE 9 – CONTROLES ET PENALITES / PRIMES	8
9.1 Contrôles.....	8
9.2 Garantie du mobilier	9
9.3 Pénalités.....	9
9.4 Prime pour réalisation anticipée des prestations	9
ARTICLE 10 – CONDITIONS DE RESILIATION.....	9
10.1 Résiliation pour motif d’intérêt général	9
10.2 Résiliation aux torts du titulaire.....	9
10.3 Redressement judiciaire – liquidation judiciaire.....	10
ARTICLE 11 – ASSURANCES	10
ARTICLE 12 – LITIGES	11
ARTICLE 13 – CLAUSES DE REEXAMEN	11
13.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d’exécution	11
13.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d’exécution	12
13.3 Evolution de la réglementation	12
13.4 Disposition commune aux clauses de réexamen	12
ARTICLE 15 - PROTECTION DES DONNEES « RGPD »	12
ARTICLE 16 – DEROGATIONS	14

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur la fourniture, la livraison le montage et l'installation de mobilier de bureau pour l'activité d'Angers Loire Développement dans ses futurs locaux dans le bâtiment Métamorphose situés au 11 avenue de la Constitution 49100 Angers.

AFFAIRE N° : SPL202501MOB01

Nomenclature :

Classification principale	Description
39100000-3	Mobilier
39000000-2	Meubles (y compris les meubles de bureau, aménagements, appareils électroménagers (à l'exclusion de l'éclairage) et produits de nettoyage
39151000-5	Mobilier divers
39150000-8	Mobilier et équipements divers

L'ensemble des descriptions techniques de la prestation figure au Cahier des Charges.

ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSUTATION

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un Marché A Procédure Adaptée conformément aux dispositions de l'Article L.2123-1 du Code de la Commande Publique prenant effet à compter de sa notification.

2.2 Allotissement

La consultation est constituée de 3 lots :

Lot n° 1 – Espaces de travail

Lot n° 2 – Espaces communs

Lot n° 3 - Assises

Le présent CCAP est unique pour tous les lots.

2.3 Variante

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

2.4 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

ARTICLE 3- DUREE ET PROLONGATION DU MARCHE

3.1 Durée du marché

Le démarrage des prestations commencera à compter de la date précisée lors de la notification du marché et se terminera à l'admission du mobilier et des prestations associées.

3.2 Délai de livraison

La livraison est attendue pour début décembre 2025 au plus tard (un calendrier devra être établi avec Aldev pour déterminer les dates exactes de livraisons et vérifications).

Avant ce délai, le titulaire fera son affaire du stockage du mobilier.

3.3 Prolongation de délai

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par ALDEV dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

4.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles et leur ordre de priorité sont les suivants :

- 1- L'acte d'engagement du Titulaire, un par lot, auquel seront joints :
 - La décomposition quantitative et estimative
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Particulières (CCAP) et ses annexes,
- 3- Le cahier des charges,
- 4- L'offre technique du titulaire (mémoire technique),
- 5- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

4.2 Pièces générales

- 1- Les CCTG, les normes nationales et européennes en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix,
- 2- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 – publié au JO du 1er avril 2021),

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHE

5.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les contraintes normalement prévisibles : les charges fiscales, parafiscales, les garanties financières, les frais d'assurance, les frais généraux, intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations...

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations seront réglées en application de l'offre du candidat.

5.2 Forme des prix

Les prix seront spécifiés pour chaque catégorie de prestations et de mobilier dans la décomposition quantitative et estimative

L'euro est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de modification du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

5.3 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fermes non actualisables et définitifs.

ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

6.1 Modalités de paiement

Le mode de règlement est le **virement bancaire** (joindre à ce sujet un RIB) à 30 jours.

L'organisme chargé des paiements est : La Caisse Régionale Crédit Mutuel Anjou – 1 place Molière – 49100 ANGERS

En cas de changement de banque ou de RIB en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'en informer ALDEV.

6.2 Paiements des co-traitants

En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, la facture fera apparaître le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

De plus, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

6.3 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

6.4 Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement via le portail internet CHORUS PRO mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire pourra retrouver Aldev par le numéro de SIRET suivant : 839 657 749 00017.

⇒ *La saisie des factures sur le portail ne nécessite pas de renseigner un code service ou un numéro d'engagement par le titulaire.*

ARTICLE 7 – CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT

7.1 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie

7.2 Avance

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'avance.

7.3 Cession de créance – nantissement

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur ne délivrera pas d'exemplaire unique ou de certificat de cessibilité.

ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 Information du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations ou observations qui font courir un délai, Aldev pourra utiliser le profil d'acheteur qui permet d'attester de la date et l'heure de leur réception. Dans ce cadre, le titulaire précisera dans son acte d'engagement l'adresse qui sera utilisée pour les échanges dématérialisés. Cette adresse doit-être valide et régulièrement consultée.

Les dispositions du marché ne prennent leur effet qu'après notification au Titulaire.

8.2 Obligation du titulaire d'informer ALDEV de tout changement de situation

Le titulaire, y compris s'il est étranger, informe ALDEV dès qu'une procédure de redressement judiciaire est mise en œuvre à son encontre.

Le titulaire informe, dans les meilleurs délais, ALDEV de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale...) afin qu'ALDEV prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

8.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-FCS. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant de l'acheteur.

8.4 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et être exécutées dans les conditions définies par le CCTP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

8.5 Dispositions en matière de RSE

La démarche RSE dans laquelle s'inscrit Aldev et la volonté d'acquérir du mobilier de seconde vie, impliquent nécessairement un engagement de la part des candidats dans l'économie circulaire, la protection de l'environnement et le développement durable, dont les principaux enjeux liés au présent marché sont les suivants :

- Limiter les impacts environnementaux du produit depuis sa fabrication jusqu'à sa fin de vie en lui donnant une seconde vie et par conséquent en allongeant sa durée de vie ce qui implique une limitation d'extraction de matières premières, une limitation de la production de gaz à effet de serre, une économie de ressources ;
- Limiter l'exploitation des forêts et de façon générale l'exploitation des matières premières en n'utilisant que du bois et des matériaux issus de la récupération ;
- Limiter la quantité de déchets et la part des déchets non recyclés ou non valorisés en veillant à la longévité et la garantie des fournitures, à leur réparabilité, à la limitation voire la suppression des emballages de livraison ;
- De façon globale, réduire les actions polluantes.

Le prestataire s'engage à remplir le questionnaire qu'Aldev lui adressera à la fin du marché pour envisager des pistes d'amélioration pour le lancement du prochain marché.

8.6 Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire fera son affaire du stockage des articles de la notification jusqu'à la livraison.

8.7 Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

8.8 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu d'ALDEV, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En vue de l'acceptation de cet agrément, le titulaire transmet une déclaration de sous traitance établie en français et en euros, dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularités fiscales et sociale du sous-traitant.

Il est rappelé que le paiement direct, par la personne publique, des sous-traitants agréés est obligatoire à compter de 600,00 € TTC.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu de l'acheteur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non-production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 10.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS. Notamment, l'acheteur notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités

ARTICLE 9 – CONTROLES ET PENALITES / PRIMES

ALDEV vérifiera que les prestations réalisées sont conformes aux spécifications techniques du CCTP.

9.1 Contrôles

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées (examen sommaire) au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution de service (montage) conformément aux dispositions des articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Ces contrôles porteront entre-autre sur le respect du mobilier commandé, de la qualité des prestations demandées (montage, livraisons) et les délais d'intervention.

A l'issue des opérations de vérification, Aldev prendra sa décision concernant l'admission du mobilier et des prestations associées.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

9.2 Garantie du mobilier

La durée de garantie minimale demandée sur le mobilier est de 5 ans, cf. article « 1. Descriptif du projet & attendus / attendus » du cahier des charges.

9.3 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant estimé puis facturé par le titulaire du marché.

Pénalités de retard

Absence d'un élément de livraison dans les délais impartis 200€ par élément manquant.

Retard de livraison d'un élément 50€ par jour de retard.

Détérioration d'un élément au montage 100€ par détérioration constatée.

Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, Aldev applique une pénalité fixée à 5% du montant facturé du marché, tous membres du groupement confondus.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.4 Prime pour réalisation anticipée des prestations

Il n'est pas prévu de prime en cas de réalisation anticipée des prestations.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché peut être résilié dans les formes prévues par les articles 38 à 45 inclus du CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général.

10.2 Résiliation aux torts du titulaire

En l'absence de livraison caractérisée, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché de plein droit sans mise en demeure, sans indemnité et sur simple constatation et pourra solliciter le remboursement des éventuelles avances ou acomptes versés.

En cas de résiliation pour faute du titulaire dans les cas énumérés dans l'article 41 du CCAG-FCS, il sera fait application des articles 45 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

- Aldev pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par application de l'article 43.5 du CCAG-FCS**, la notification du décompte de résiliation par ALDEV au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Par dérogation et en complément des articles 41 et 43.3 du CCAG-FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10%.
- Le marché pourra également être résilié pour faute du titulaire en cas de manquements aux dispositions contractuelles sur le traitement des données personnelles.

Le marché est également résilié de plein droit sans indemnité dans les cas suivants :

- En cas de règlement judiciaire, si le titulaire n'est pas autorisé à poursuivre l'exploitation de son service.
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

10.3 Redressement judiciaire – liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Il sera fait application du CCAG-FCS applicable.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si en application de l'article L627-2 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L922-13 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la communication du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le fournisseur désigné dans le marché devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande du maître d'ouvrage d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et d'ALDEV à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison des prestations. Toutefois, le titulaire peut d'ores et déjà transmettre au stade de la candidature une attestation d'assurances en cours de validité.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal judiciaire d'Angers est seul compétent. Cependant, avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du Code de la Commande Publique et à l'article 46 du CCAG-FCS, selon la nature du contrat en cause.

Les dispositions légales générales fixées par le Code de la Commande Publique et les textes subséquents s'appliquent de plein droit au marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

ARTICLE 13 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes sur simple décision de l'acheteur.

13.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer à ALDEV la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

ALDEV vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, ALDEV acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou d'ALDEV sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, Aldev se réserve la possibilité :

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.

13.2 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-FCS.

13.3 Evolution de la réglementation

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- L'évolution de la fiscalité,
- L'évolution des normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
- L'évolution de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel
- L'évolution sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement

Dans le cas où les conditions techniques, économiques, administratives, sociales ou fiscales existant à la date de la signature du présent marché, évolueraient en cours d'exécution du marché de telle sorte que la situation se trouverait profondément modifiée et entraînerait, pour l'une des parties, des obligations qu'elle ne pourrait pas équitablement supporter, les deux parties se réuniront pour rechercher une solution conforme aux intérêts légitimes de chacune d'elles. Les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché.

Les autres modifications éventuelles, demandées par ALDEV au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché ou en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par ALDEV.

13.4 Disposition commune aux clauses de réexamen

Ces modifications de contrat ne sont pas systématiques. Elles sont étudiées au cas par cas et font l'objet d'un accord entre les parties, matérialisé par la signature et la notification d'un avenant.

Aldev notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil d'acheteur.

ARTICLE 15 - PROTECTION DES DONNEES « RGPD »

Aldev, responsable du traitement, détermine les finalités et les moyens du traitement de données personnelles.

Le titulaire est considéré comme responsable du traitement pour ce qui concerne le traitement concerné mais ne détermine en aucun cas les finalités et moyens de ce traitement.

Aldev déclare avoir été parfaitement informée du contenu de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Liberté » et s'oblige à s'y conformer strictement en tous points pour la constitution et la gestion des fichiers de données nominatives.

Aldev garantit que le traitement est licite et que les données personnelles sont collectées et traitées par ses soins conformément au RGPD et à la loi française.

Le titulaire ne pourra être tenu responsable des litiges pouvant naître du non-respect d'ALDEV de ses obligations listées ci-dessus.

Garanties présentées par titulaire du marché :

- Le titulaire certifie présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées pour répondre aux exigences imposées par le règlement. En particulier le titulaire certifie avoir formé ses personnels internes afin que son organisation soit en mesure de respecter l'ensemble des obligations imposées dans ce cadre.
- Le titulaire certifie également disposer des compétences techniques (IT, sécurité, infrastructure...) et juridiques pour appréhender l'ensemble des obligations qui sont imposées par le règlement pour le traitement des données personnelles qui lui seront transmises par le responsable du traitement. Il certifie également avoir les ressources suffisantes garantir en permanence son respect.
- À ces fins, et en tant que de besoin, le titulaire transmet l'ensemble des éléments probatoires nécessaires à cette démonstration.

Obligations du titulaire :

Le titulaire du marché ne peut en aucun cas faire appel à un sous-traitant sans accord préalable de l'acheteur public. Cet accord pourra faire l'objet d'un avenant au marché.

Le titulaire ne peut ni transférer ni stocker les données à caractère personnel vers un pays tiers hors de l'Union européenne sauf si cet aspect a fait l'objet d'un avenant spécifique.

Engagements du titulaire :

Le titulaire du marché s'engage à

- Collaborer avec ALDEV et mettre en ligne les informations sur les obligations légales relatives au RGPD dans un délai raisonnable (10 jours maximum) ;
- Prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel hébergées sur les serveurs de « Angers Emploi » ;
- S'assurer qu'aucune personne agissant sous son autorité ne puisse traiter des données à caractère personnel, excepté sur instruction d'Aldev.
- S'assurer que toutes les personnes traitant les données à caractère personnel se soient engagées à en respecter la confidentialité.
- Ne pas exploiter pour son compte les données collectées dans le cadre des inscriptions sur Angers Emploi
- Prendre toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 du RGPD.
- Informer immédiatement Aldev si elle constate une violation du RGPD ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données.
- Permettre à Aldev de réaliser des audits, éventuellement par un auditeur tiers, pour vérifier le respect du règlement général sur la protection des données.
- à renvoyer à Aldev toutes les données fonctionnelles (dont l'ensemble des données à caractère personnel) de l'application en fin de marché

à détruire les copies existantes de l'ensemble de des données fonctionnelles et les données à caractère personnel (y compris les sauvegardes).

ARTICLE 16 – DEROGATIONS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	4.1
4.2	4.1
11.1	7.2
4.2	7.3
14.1.4	9.3
42	10.1
41 et 43.3	10.2
3.5	13.2